**Déclaration d’utilisation du véhicule personnel**

Je soussigné(e) :

Nom, Prénom :

Déclare avoir pris connaissance de l’article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006, concernant les conditions d'assurance des véhicules personnels utilisés pour les besoins du service, garantissant ma responsabilité personnelle et remplir les conditions prévues par cet article pour le véhicule ci-après désigné :

Marque : Modèle :

Puissance Fiscale :       N° immatriculation :

Nom de la Compagnie d’Assurance :

N° de la Police d’Assurance :

Je m’engage à utiliser le véhicule désigné ci-dessus uniquement sur autorisation du responsable de structure.

En cas de changement de véhicule, je m’engage à transmettre **préalablement** une nouvelle déclaration d’utilisation du véhicule personnel au service gestionnaire du laboratoire.

 À       , le

 Signature

**Pour information, article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 :**

« Les agents peuvent utiliser leur véhicule terrestre à moteur, sur autorisation de leur chef de service, quand l'intérêt du service le justifie.

En métropole et outre-mer, l'agent autorisé à utiliser son véhicule terrestre à moteur pour les besoins du service est indemnisé de ses frais de transport soit sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'outre-mer.

L'agent en poste à l'étranger, autorisé à utiliser son véhicule terrestre à moteur pour les besoins du service, est indemnisé de ses frais de transport sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire calculée selon une formule fixée par un arrêté conjoint du ministre chargé des affaires étrangères, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget.

L'agent qui utilise son véhicule terrestre à moteur n'a pas droit au remboursement des impôts, taxes et assurances qu'il acquitte pour son véhicule.

**Il doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.**

L'agent qui a utilisé son véhicule personnel est remboursé, sur autorisation du chef de service, des frais d'utilisation de parcs de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur, quand l'intérêt du service le justifie et dès lors que ces frais n'ont pas été pris en charge au titre du 2° de l'article 3.

**En toute occurrence, l'agent n'a droit à aucune indemnisation pour les dommages subis par son véhicule. »**